

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 25 (1933)
Heft: 7

Artikel: Le fascisme en Suisse?
Autor: Weber, Max
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383918>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de l'économie, *l'incorporation* des organisations économiques et professionnelles à *l'Etat*, l'Union syndicale suisse *s'y refuse catégoriquement*. Les expériences faites à l'étranger ont nettement démontré que de telles formes d'organisation n'ont pour but que de *livrer les organisations économiques à un dictateur* et de priver les salariés de leurs droits. La démocratie politique ne pourra se maintenir qu'aussi longtemps que tous les milieux populaires pourront librement s'affilier selon leurs préférences à des organisations indépendantes. L'Union syndicale suisse luttera donc de toutes ses forces pour *l'indépendance et la liberté*.

Peuple travailleur mets-toi sur les rangs!

15^o *L'Union syndicale suisse adresse un appel à tous ceux qui désirent défendre efficacement la démocratie et nos libertés politiques ainsi qu'à tous ceux qui sont disposés à lutter pour un traitement équitable des ouvriers.* Elle les invite à prendre part à une action commune, et surtout elle recommande à tous les salariés de s'enrôler dans les organisations syndicales. Des membres de tous les partis et de toutes les confessions sont affiliés à l'Union syndicale suisse. La *neutralité confessionnelle* est garantie dans ces organisations. Au point de vue *politique*, l'Union syndicale est également *indépendante*. Néanmoins, à l'avenir elle collaborera, dans la poursuite de son but, avec les organisations économiques et politiques qui soutiendront les revendications syndicales.

Le fascisme en Suisse?

Par *Max Weber*.

Dans le dernier numéro de la *Revue syndicale* je me suis efforcé de faire ressortir les causes principales de la vague fasciste, les causes générales comme aussi les facteurs les plus importants qui ont été déterminants pour son développement en Italie et en Allemagne. Il est nécessaire que nous examinions également ce qu'est la situation en Suisse et les symptômes d'un mouvement fasciste ou du moins réactionnaire.

Il est de toute évidence que la Suisse jouit de conditions sensiblement plus favorables que ses voisins du nord et du sud. Il existe une différence primordiale avec l'Italie: L'économie suisse est très fortement développée; un gouvernement fasciste ne saurait la développer davantage, au contraire il l'entraverait, surtout si les tendances de la classe moyenne dans le domaine économique devaient trouver une expression concrète. A l'égard de l'Allemagne, la Suisse a les avantages suivants: elle n'a pas derrière elle l'échec d'une guerre; elle n'a pas souffert de l'inflation; jusqu'à présent la crise économique n'a pas été aussi violente (comparé à la population

le nombre des chômeurs en Allemagne est de 6 à 8 fois plus élevé qu'en Suisse); elle a maintenu sa politique sociale, avant tout l'assurance-chômage, ce qui lui a permis d'éviter de vouer à la misère noire des masses innombrables comme en Allemagne. En d'autres mots: Les facteurs économiques directs, qui en Allemagne ont jeté les masses de chômeurs et la classe moyenne dans les bras des nationaux-socialistes, n'existent pas dans notre pays.

Cela ne signifie nullement que la Suisse n'offre pas un terrain propice à l'évolution d'un mouvement fasciste. Tout d'abord, les raisons d'ordre général qui ont amené la réaction fasciste, existent également pour notre pays. Il en est ainsi par exemple en ce qui concerne la transformation de la structure sociale de la population qui n'a pas donné lieu à un groupement des intérêts politiques et économiques s'y rapportant. Et ensuite, il est clair que les événements qui se sont déroulés dans les pays environnants, n'ont pas été sans avoir de répercussions très fortes sur la Suisse. C'est le cas actuellement, en particulier pour la Suisse allemande dont la vie spirituelle et culturelle était si étroitement liée à celle de l'Allemagne.

Les couches sociales de la population.

Suivant le recensement de la population de l'année 1920 (pour 1930 la répartition par professions n'a malheureusement pas encore été publiée) les salariés sont répartis en Suisse comme suit:

Classes sociales suivant les branches d'activité en 1920.

	Tra-vailleurs indé-pendants	Direct, ou chefs techn. Fonct.	Fonct. techn. inf. et autres employés	Ouvriers et auxiliaires	Appr. art. de comm. et de bureau	Total
A. Agriculture	212,670	729	2,973	270,527	1,803	488,702
B. Industrie	171,564	9,046	64,453	518,326	57,951	821,340
C. Commerce	62,287	6,964	77,222	60,831	9,848	217,151
D. Transports	3,896	1,929	25,241	58,118	2,113	91,297
E. Administrat. publique, notariat, science, art	19,326	15,393	51,001	11,453	1,722	98,895
F. Asiles (avec internat)	458	4,253	5,143	25,681	734	36,269
G. Domestiques	243	14	237	24,677	21	25,192
Total	470,444	38,328	226,270	969,613	74,192	1,778,847
en pour-cent	26	2	13	55	4	100

Ainsi, le 55 pour cent des occupés appartiennent à la classe ouvrière. En ajoutant les employés et les fonctionnaires on atteint même 68 pour cent. Il y a naturellement lieu de décompter ceux qui travaillent à la campagne et qui, pour la grande partie, sont

membres de famille de travailleurs indépendants, ainsi que les 25,000 personnes en service (servantes). Ces deux catégories n'entrent pas en considération pour l'organisation ouvrière. Malgré cela, il reste encore, sans compter les apprentis, 900,000 ouvriers, employés et fonctionnaires dont une partie seulement est organisée avec les ouvriers. La majorité n'a pas encore compris qu'elle doit veiller à ses intérêts en s'affiliant aux syndicats. Une partie profite des avantages des organisations auxquelles elle porte préjudice par son abstention. Mais des masses importantes souffrent de cet état de choses, parce qu'elles sont isolées et livrées pour ainsi dire sans merci à l'arbitraire des magnats de l'économie. Politiquement, un tiers à peine opine pour le mouvement ouvrier. Une grande partie est indifférente ou soutient des représentants politiques qui en réalité défendent les intérêts capitalistes.

Quelles sont donc les couches qui forment le terrain de recrutement, proprement dit des fronts? Tout d'abord, parmi les travailleurs indépendants, mais qui par suite du développement économique ont été acculés à une situation économique et sociale qui ne diffère guère de celle du prolétariat des usines. Sur les 470,000 travailleurs indépendants, 170,000 travaillent dans l'industrie et dans l'artisanat. Parmi ces derniers, il y en a des dizaines de milliers qui ne sont indépendants que de nom, mais qui en réalité dépendent du capitalisme ou de la grosse industrie. Il en est exactement de même pour la plus grande partie des agriculteurs, qui sont plus de 200,000. Ces gens, qui pour la plupart n'ont pas pu suffisamment se faire valoir jusqu'à présent, attendent d'une rénovation des conditions politiques et économiques, qu'elle sauve leur indépendance menacée ou même qui n'existe plus depuis longtemps. A ceux-là s'ajoutent sans nul doute un nombre important d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires non organisés qui se laissent prendre aux mots d'ordre des rénovateurs de la Suisse.

Il est de toute importance de ne pas perdre de vue ces faits dans la lutte contre la réaction encouragée par les fronts, car l'issue de la lutte dépend de ceux qui sauront gagner à leur cause les salariés indifférents ou qui ne sont pas organisés.

Les influences spirituelles.

La vague réactionnaire, qui devait succéder à la tension sociale des années 1917/1920, s'est au fond déjà produite en Suisse de 1921 à 1924. Ce qui se produit actuellement est une seconde vague réactionnaire plus importante et qui est d'origine internationale. Nous en avons évoqué les raisons dans notre dernier article publié dans la *Revue syndicale*.

Le fait que cette réaction fasciste-nationale-socialiste a de telles conséquences en Suisse, provient de ce que la Suisse allemande était étroitement liée à la vie intellectuelle allemande. Que l'on songe que presque toute la littérature de langue allemande provient d'Allemagne, que la presse est influencée dans une large me-

sure par l'Allemagne, tant dans la partie « nouvelles » que feuilletons, etc. Ces dernières années, il y eut encore l'influence du film et de la radio. L'Allemagne produit depuis longtemps un très grand nombre de films à tendances nationales et militaristes. Ceux qui ces derniers temps ont branché leur radio sur les postes allemands, comprendront les ravages qu'a pu faire la propagande nationale-socialiste par radio. Fort heureusement cette influence a ses limites. Le bon sens du peuple suisse, en particulier celui des campagnards, s'insurge contre cette intrusion étrangère dont on connaît la nullité. Quoi qu'il en soit, on constate que la Suisse allemande fait preuve de beaucoup moins de capacité de résistance que le Tessin à l'égard de l'Italie fasciste. C'est à présent seulement que nous pouvons juger ce que fut la lutte du Tessin au cours de ces dernières années pour le maintien de son indépendance spirituelle, lutte qu'il a brillamment remportée bien qu'il soit une région très isolée.

Tous ceux qui analysent le mouvement de plus près reconnaîtront que les *facteurs psychologiques* dont nous avons fait mention dans le premier article général, jouent un grand rôle dans le mouvement des fronts. Psychologiquement, il sera aisément de dire la raison pour laquelle chacun des chefs de front se trouve à la tête du mouvement. L'un souffre d'un besoin maladif de faire parler de lui qu'il n'a jamais pu satisfaire jusqu'ici et il est comblé lorsqu'après chacune de ses conférences, il lit son nom dans les journaux. Un autre cherche à assouvir sa haine contre le mouvement ouvrier, haine qui très souvent est certainement due à une rancune personnelle. De cette manière l'on s'explique l'aisance avec laquelle ces orateurs frontistes font leurs discours.

Que veulent ces fronts?

On peut plaisanter et ridiculiser ces fronts. Mais par ce moyen on ne s'en débarrasse pas et on ne convainc pas les masses qui les suivent. Il faut prendre ce mouvement au sérieux et le suivre attentivement.

Pour le moment, le plus grand brouhaha règne parmi ces fronts. Il n'existe encore aucune ligne de direction uniforme. C'est pourquoi nous allons rapidement esquisser chaque groupe, ne serait-ce que pour laisser à nos successeurs une image du chaos spirituel qui fit tant de mal à nombre de personnes en Suisse en l'an de grâce 1933.

Le Front fédéral

a un caractère nettement *réactionnaire*. Cela s'explique déjà du fait qu'il est appuyé par le *Berner Tagblatt*, un des journaux les plus exaltés qui soient. Le Front fédéral a déposé sa carte de visite il y a environ une année et demie au moment où devait être réalisée l'assurance-vieillesse et survivants. C'est à cette époque que ces confédérés ont, par une démagogie honteuse, combattu

cette grande œuvre sociale sous la devise: « Contre le socialisme d'Etat ». Effectivement ces gens ont à leur actif le torpillage de la « Lex Schulthess », comme ils l'appelaient. Le Front fédéral est fédéraliste. Il prétend reposer sur le terrain chrétien et il lutte contre l'école neutre. Il ne combat pas seulement le marxisme, mais également le libéralisme et il voudrait reporter le développement à l'époque qui précéda la Révolution française de 1789.

Le Nouveau Front

a été formé par un groupe d'intellectuels. Un docteur ès lettres, le Dr Paul Lang, lui fournit sa pâture spirituelle. Conformément à la composition de ses partisans, il a un faible pour l'*aristocratie de l'esprit*. La « personnalité » doit être mise davantage en valeur et le « sentiment de la responsabilité » doit être renforcé. De ce fait le Nouveau Front tend à renforcer le gouvernement, l'Exécutif, et, d'un autre côté, à affaiblir la position du Parlement et à limiter les droits populaires. Un « Landammann » devra être élu à la tête de la Suisse par le vote populaire. Tous les pleins pouvoirs dictatorieux lui seront conférés. Il aura entre autres la faculté de désigner les cas dans lesquels on pourra faire usage du droit de référendum. Il appartiendra donc à un seul de décider si le peuple a son mot à dire ou non. Ces intellectuels croient probablement qu'il est possible de placer le Meilleur à la tête du gouvernement. Ils ne se rendent pas compte que c'est précisément en agissant ainsi que l'on encouragera l'intrigue déshonorante, plus dangereuse encore que l'imperfection des partis actuels.

Le Front national

présente ses revendications d'une manière plus populaire. Son porte-parole *Le balai de fer* ne mène pas seulement une campagne antimarxiste, mais avant tout antisémite. Le programme économique du Front national est très intéressant. Il est dirigé contre le capitalisme, contre l'économie libérale, contre le gros capital. Il demande: Le contrôle des banques, l'interdiction de la spéculation, la réduction des intérêts, la limitation des tantièmes; il proclame même le droit au travail. De par ces tendances, on sait que le Front national s'est prononcé contre la loi fédérale sur la réduction des salaires du personnel fédéral. L'on peut donc dire que tout son programme économique est repris du mouvement ouvrier. Cela ne l'empêche pas de combattre âprement les organisations ouvrières qui luttent depuis des dizaines d'années pour ces revendications et qui ont obtenu d'importants résultats pratiques pour le bien des ouvriers, bien avant que ces frontistes nationaux en eurent l'idée. Comme ils le disent, ils veulent « retirer les syndicats des mains des bonzes et les placer sur le terrain national ».

Le Front national et le Nouveau Front se sont du reste solidarisés pour mener une lutte en commun.

Les nationaux-socialistes

ne manquent naturellement pas dans le cercle des fronts. Il s'est formé un Parti ouvrier fédéral national socialiste, qui singe tout ce que l'Allemagne de Hitler fait, depuis la croix gammée jusqu'à la phraséologie. Le cathéchisme de ces nationaux-socialistes est maigre; il répartit les habitants de la Suisse: en Suisses-israélites, en Suisses-marxistes, en Suisses-libéraux et ils se considèrent fièrement comme des « confédérés ». Le seul point original dans ce mouvement, c'est que ses adhérents reconnaissent la démocratie, ce qui durera probablement aussi longtemps qu'autre chose n'aura pas de chance de succès.

La Milice suisse (Die Schweizer Heimatwehr)

a un caractère moyenâgeux avec des revendications agraires très prononcées. Ses adhérents se recrutent dans les milieux paysans du canton de Berne. Elle a pour organe la *Bannière suisse*. Elle lutte contre les juifs, la franc-maçonnerie et la haute finance internationale et tend à l'instauration d'un Etat corporatif afin d'anéantir à jamais la lutte de classe. En fait de revendications d'ordre pratique, la Schweizer Heimatwehr préconise la réduction des intérêts et un moratoire pour les entreprises agricoles menacées. La ligue a décidé que, si ces revendications n'étaient pas réalisées à une date fixée, elle proposerait la grève des impôts. Or, cette date-limite est dépassée depuis six mois, cette grève n'a pas été déclenchée.

La Nouvelle Suisse

est également un mouvement moyenâgeux, mais qui a ses adeptes en particulier parmi les milieux artisans. La propriété privée doit être maintenue, mais doit cependant être mise en mouvement pour des « raisons d'ordre social ». (Les promoteurs de ce groupement savent-ils eux-mêmes de quoi il s'agit?) Ce groupe préconise également l'organisation économique dans le sens d'un développement professionnel sur la base des organisations économiques existantes. Mais là aussi souffle un vent de complète intolérance: « Il faut délivrer l'ouvrier du marxisme et le gagner à la responsabilité nationale. » Ce que ce mouvement a de concret, c'est la lutte à outrance qu'il livre aux concurrents des artisans et des détaillants: les grands magasins, l'Uni-Prix, le Migros, et également, bien qu'ils ne l'avouent pas, contre les coopératives de consommation.

La Suisse romande

a produit quelques beaux spécimens. Tout d'abord *Ordre et Tradition*, qui tend également à revenir à la révolution de 1789. C'est en outre un produit de caractère nettement vaudois, fédéraliste jusqu'à la moelle, puisque les Vaudois ne veulent considérer que le canton comme leur patrie.

Il est inutile de faire ressortir que l'*Union nationale* de Genève, sous la direction « spirituelle » d'un Georges Oltramare, est ultra-réactionnaire. C'est un mouvement naturellement ultra-fédéraliste qui livre la lutte la plus âpre contre le mouvement ouvrier.

L'Aufgebot.

Un front *catholique* spécial, ne fait naturellement pas défaut, bien que le mouvement catholique-conservateur ait toujours su s'adapter à chaque vague politique et sociale pour défendre son influence. Comme il le dit lui-même, le Dr Jakob Lorenz s'est détaché de la « crèche de l'Etat » pour se mettre à la disposition de *L'Aufgebot* à titre de rédacteur. Il représentera les idées corporatives sous une couleur quelque peu différente que les fascistes et tâchera de conquérir les syndicats chrétiens-sociaux. En Suisse romande, les chrétiens sociaux ont déjà leurs corporations d'employeurs et d'employés.

La Ligue pour le Peuple et la Patrie

est la dernière organisation formée, mais aussi la plus dangereuse. Il ne s'agit pas ici de têtes chaudes qui cherchent peut-être loyalement à créer quelque chose de nouveau, mais ne savent pas très bien eux-mêmes ce qu'ils veulent. Non, il s'agit d'un mouvement qui sait exactement ce qu'il veut et qui dispose également des moyens nécessaires à cet effet. Cette ligue ne tend pas à tout vouloir bouleverser dans les partis bourgeois, comme d'autres fronts le préconisent, mais elle veut réunir toutes les forces de la réaction, de quelque parti ou de quelque organisation économique que ce soit, en un *front réactionnaire unique*. La composition de la Commission de travail en dit suffisamment: Quelques *officiers supérieurs*, derrière lesquels se placeront toutes les sociétés d'officiers, de sous-officiers, de cavalerie et tout ce qui s'ensuit; les *chefs paysans* les plus réactionnaires qui veulent entraîner le mouvement paysan politique aussi bien qu'économique; les milieux *protestants* les plus réactionnaires; puis la *grosse industrie* et la presse moyenne, qui, comme on sait, entretient les meilleurs rapports avec le *gros capital* et qui ne manquera pas de fournir les moyens nécessaires.

« La ligue se pose sur le terrain démocratique-fédératif et veut parvenir au renouvellement du sentiment patriotique en inculquant l'idée de la solidarité politique, économique et sociale à tous les confédérés et par l'exercice discipliné des devoirs de citoyens. Elle est adversaire du marxisme et de la lutte de classe et elle exige la communauté d'intérêts des patrons et des ouvriers. »

La ligue veut s'opposer à « l'abus » des libertés populaires, en particulier à l'abus du droit d'asile et de la liberté de presse et de parole. Elle revendique des mesures contre la dictature des fonctionnaires et l'interdiction à tous les membres des autorités

ou de l'administration de faire partie d'organisations ennemis de l'Etat. La ligue a comme buts primordiaux: 1^o La préparation et le lancement d'une initiative populaire pour l'assainissement et la « dépolitisation » des entreprises publiques, en premier lieu des C. F. F.; 2^o une action très étendue contre la culture bolchévique, en particulier contre le mouvement organisé des sans-Dieu; 3^o la liaison du droit de vote passif à la reconnaissance de la défense nationale.

Donc, aucune revendication positive, mais tout pour *l'anéantissement des droits démocratiques* et probablement par la suite, la *suppression de la politique sociale*. La Ligue pour le Peuple et la Patrie jouera le rôle d'une organisation de recrutement de tous les mouvements réactionnaires et tentera d'attirer à elle tous les mouvements frontistes pour les mettre au service des intérêts du grand capital.

Les buts des fronts

sont très disparates, comme nous venons de le voir dans le bref exposé qui précède; toutes les opinions possibles sont représentées, en particulier dans le domaine de la politique économique, à l'exception de celles des socialistes. En général, dans leur *conception économique*, tous les fronts sont anti-capitalistes, mais la plupart en phrases et en idéologie. Quelques groupes seulement posent des revendications anti-capitalistes concrètes. Les plus loyaux sont sans contredit, ceux qui ne disent rien de la politique économique, attitude par laquelle ils approuvent tacitement la défense des intérêts de la classe capitaliste.

L'attitude des fronts est également la même en ce qui concerne la *politique sociale*. Les uns se targuent d'amitié à l'égard des ouvriers, sans cependant la prouver par des revendications réelles. Parmi la plupart, c'est l'esprit de la classe moyenne qui l'emporte et toutes leurs revendications tendent au maintien et à la protection des travailleurs indépendants dans les arts et métiers et dans l'agriculture.

C'est au point de vue *politique* que les fronts ont le plus d'accostances. Ils sont pleinement d'accord dans leur lutte contre le marxisme, bien que rares sont les chefs de front — sans parler des masses — qui savent ce qu'est le marxisme. Ils sont également d'accord de lutter avant tout contre les organisations existantes du mouvement ouvrier. L'intolérance la plus rigoureuse est à la base de cette lutte. Dans leur fanatisme, ils ne peuvent respecter aucune conception adverse et ne veulent pas l'analyser loyalement et objectivement. Leur profession de foi démocratique, s'ils la font, n'a donc aucune valeur. C'est par la violence qu'ils veulent écraser et exterminer les conceptions adversaires qui ne leur conviennent pas. C'est tout simplement éliminer les libertés démocratiques et renier toutes les conquêtes que l'humanité doit au libéralisme spirituel. Mais la suppression des libertés démocratiques

entraîne en général *la suppression de la démocratie*, car seule la libre discussion et le respect des convictions d'autrui permettent à la démocratie d'exister. Certains groupes poursuivent également des buts antidémocratiques et bien qu'en secret encore, visent la dictature. Quoi qu'il en soit, ils veulent uniquement une démocratie dans laquelle ils régneront et où l'adversaire, soit le mouvement ouvrier, sera anéanti ou du moins baillonné.

Il ne subsiste donc aucun doute que tous les fronts, malgré certaines revendications et théories qui semblent extrémistes, sont en réalité *complètement réactionnaires au point de vue politique*. Leurs revendications économiques et sociales ne sont pour la plupart que des affiches avec lesquelles ils comptent gagner à leur cause les ouvriers, ou les employés, ou encore la classe moyenne. C'est tout au plus s'ils réalisent quelques motions contre les grands magasins, etc. Il n'en sortira aucun progrès quelconque de politique sociale. Au contraire, certains fronts, en particulier la Ligue pour le Peuple et la Patrie, revendiquent ouvertement la suppression de la politique sociale actuelle.

En principe le développement se fait exactement comme en Italie et en Allemagne. Pour le moment les fronts se manifestent publiquement par de grands discours. La grosse industrie et la haute finance se tiennent par contre bien tranquilles à l'arrière-plan; mais elles veillent à ce que les tendances anticapitalistes restent à l'état de tendances et ne les mettent pas en danger. Par contre, elles soutiennent les fronts dans leur lutte contre le mouvement ouvrier. Si les fronts devaient parvenir à l'affaiblir sérieusement, la puissance capitaliste ne tarderait pas à récolter le terrain qu'ils auraient ainsi préparé. En fin de compte, ce mouvement frontiste n'est pas seulement politique, mais réactionnaire également en économie et en politique sociale.

Notre lutte contre les fronts.

Il faut que la classe ouvrière se rende bien compte que ce n'est pas avec des cornets de poivre, ni en empêchant les assemblées, pas plus qu'avec des matraques de fer ou des cartouches qu'elle luttera efficacement contre le fascisme et la réaction. Au contraire, ce sont là les moyens de combat utilisés par les fronts, qui ne veulent ni ne peuvent mener une lutte spirituelle. Ils mettront donc tout en œuvre pour amener la discussion sur le terrain de la violence dont ils espèrent sortir victorieux. Et même s'ils n'avaient pas le dessus, il est tout à fait certain qu'avec l'aide de l'armée la réaction politique l'emporterait dans cette lutte.

Le mouvement ouvrier doit mener la lutte avec élévation et intelligence. Il faut que par son enseignement ses adeptes se rendent compte de la phraséologie du mouvement frontiste et tout ce qu'elle a de vain. Il faudra avant tout poser au premier plan de la discussion dans le peuple et au centre de notre travail de propagande, *les questions d'ordre pratique*. Il serait vain de vouloir

discuter des mots à effet, auxquels chacun donne le sens qui lui convient et qui pour la plupart n'ont même aucun sens. Il faut, sur la base de revendications nettes, démontrer qui, des fronts ou du mouvement ouvrier, luttent en réalité pour la protection et les droits du travail. Les revendications que nous avons posées déjà maintes fois, ne manquent pas. Il suffit de rappeler le programme de crise complet des syndicats, pour lequel il faut poursuivre la lutte, tant en ce qui concerne la baisse des salaires que la réduction de la durée du travail, la création d'emplois, l'impôt de crise. Il suffit de rappeler le programme minimal de l'Union syndicale suisse qui contient un programme complet de revendications touchant la protection de la classe ouvrière, ainsi que toute une série de revendications d'actualité qui ont été posées dans l'intérêt du peuple tout entier, telles que le contrôle des banques, le contrôle de l'exportation des capitaux, etc. C'est sur ce terrain que nous devons tâcher de mener la lutte. Le 28 mai a prouvé que dans des questions de ce genre, les intérêts de vastes milieux populaires, qui politiquement semblent marcher de pair avec la réaction, sont parallèles à ceux du mouvement ouvrier. Les fronts réactionnaires le savent pertinemment, c'est pourquoi ils cherchent à détourner la discussion de ces questions purement pratiques et à la concentrer sur des mots d'ordre politiques.

Tout cela ne sera faisable que si la *démocratie*, qui permettra ce travail d'enseignement, est maintenue et aussi longtemps qu'elle sera maintenue. Il ressort nettement des lignes directrices de l'Union syndicale suisse que nous publions en tête de ce numéro, que les syndicats ont un intérêt vital au maintien de la *démocratie*. Ces lignes directrices s'affirment nettement en faveur de la *démocratie*, le syndicat ne peut remplir ses tâches que sur ce terrain-là.

Ces différentes raisons font que les syndicats mettent toute leur énergie à maintenir la *démocratie* en demandant à toute la classe ouvrière son appui dans cette lutte.

La Suisse, sera-t-elle victime du fascisme?

Si par *fascisme*, on entend un régime dictatorial tel qu'en Italie, en Allemagne ou en Russie, ou encore une forme de dictature comme dans les Etats balkaniques, je ne crois pas que telle est la destinée de la Suisse. Mon avis est inspiré par les raisons suivantes:

Nous avons déjà dit que les conditions économiques n'existent pas en grande partie. La misère n'est pas encore au point que de nombreuses masses n'auraient plus rien à perdre et qu'elles se jettent sans autre dans les bras d'une politique d'aventure. De plus, le fédéralisme de la Suisse est une sérieuse entrave. Une dictature a toujours une tendance centraliste, car ce n'est que par là qu'elle peut obtenir le pouvoir. Elle rencontrera donc ses adversaires naturels dans le fédéralisme. En Suisse, il ne sera pas aussi

aisé que ce fut le cas en Allemagne de passer outre sur ces entraves de droits publics et psychologiques. De plus, la Suisse est divisée en trois régions de langues et de culture différentes et toute sa vie intellectuelle est fortement décentralisée. Ces traditions existent depuis des siècles et s'opposeront probablement à toute politique d'uniformisation.

Cela ne signifie pas que la vague fasciste passera sur la Suisse sans laisser de trace. Au contraire, il est probable qu'elle se manifestera en Suisse sous des formes spéciales et très probablement par un très fort mouvement de la réaction. Cette réaction s'est déjà manifestée en politique dans diverses questions (par exemple l'immunité de Nicole, la subvention pour la Satus). Cependant, si la réaction triomphe dans telle ou telle question, cela ne signifie nullement une défaite matérielle pour le mouvement ouvrier. Il faut néanmoins refouler par tous les moyens une attaque de la réaction contre la politique sociale. Cela est sans nul doute faisable si, d'une part, les ouvriers observent la plus stricte discipline et si, d'autre part, nous déclenchons une vigoureuse campagne d'éclaircissement parmi les couches populaires qui ne sont pas affiliées à nos organisations, mais qui au fond posent les mêmes revendications et exigent les mêmes droits que la classe ouvrière organisée, pour les gagner à notre cause.

Il n'y a donc pas lieu de se tracasser outre mesure ni de s'énerver. Les syndicats ne se laisseront pas leurrer par les cris et le vacarme des fronts, au contraire, ils poursuivront fermement et bien unis leur chemin. Par un travail systématique et conscient dans le sens de leurs lignes directrices, ils veilleront à ce que la réaction soit brisée par le front du travail.

Après le changement subi par la conjoncture de l'économie mondiale.

Par *Wl. Woytinski*.

Les conversations de Washington ont créé de nouvelles bases de discussion pour les problèmes internationaux d'économie politique. Il semble cette fois-ci que les négociations à Londres ne se borneront pas à émettre des lieux communs, comme l'invitation à une confiance réciproque entre les peuples, à la paix générale, au désarmement militaire et douanier. Il faut espérer que des décisions *positives*, aboutissant à l'internationalisation de mesures arrêtées jusqu'à présent par certains Etats sans entente préalable avec d'autres pays et souvent à leur désavantage, seront prises.

Afin de pouvoir prendre position à l'égard de ces mesures et pour être bien au clair sur ce qui doit être fait dans le domaine de la politique économique mondiale, il est nécessaire d'être par-